

SOS LH 424 114

712

(19 38-39)

A

Application à la S.N.C.F. des réductions de prix
consenties aux Services publics

(a) C.D.	5. 7. 38	9	III
(b) C.D.	12. 7. 38	9	IV
Note du Service Approvisionnements	13. 10. 38		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	3. 7. 39		

Application à la S.N.C.F. des réductions de prix consenties aux
Services Publics..-

D 735/109

C O P I E

Paris, le 3 juillet 1939

Monsieur le Ministre,

La hausse générale des prix survenue depuis 1936 a conduit la plupart des Villes à majorer sensiblement les tarifs de leurs distributions d'eau.

Ces relèvements ont été d'autant plus lourds pour la S.N.C.F. que sa consommation est généralement très élevée et qu'il ne lui est pas possible, dans son souci de parfaite exécution du service public dont elle a la charge, d'en réduire l'importance. Les distributions d'eau sont, en effet, assurées soit par un concessionnaire, soit, le plus souvent, par les villes elles-mêmes qui jouissent d'un monopole de fait; d'autre part, il n'existe aucune limitation légale ou réglementaire des tarifs, qui sont fixés librement par l'Autorité Municipale. En dehors de cas exceptionnels où elle a la possibilité de s'alimenter par ses propres moyens, la S.N.C.F. se trouve donc contrainte de subir les conditions qui lui sont imposées.

Elle ne peut exiger aucune garantie ni dans le temps, les fournitures étant réglées par des polices d'abonnement annuelles, ni quant à la majoration à subir, aucune limite n'étant fixée aux tarifs que le Conseil Municipal peut juger opportun d'adopter. En fait, certaines villes ont appliqué des relèvements successifs; d'autres des relèvements moins nombreux mais plus importants, allant parfois jusqu'à 75 % et même 100 %. Dans tous les cas, la S.N.C.F. a dû s'incliner devant les conditions nouvelles qui lui étaient imposées.

Sans doute, aurait-on pu considérer comme justifié le relèvement des tarifs des fournitures d'eau, si ce relèvement était resté dans les limites de l'augmentation des divers éléments du prix de revient.

Mais, d'une manière générale, la S.N.C.F. n'a pu obtenir des villes intéressées aucun renseignement sur la détermination du prix de revient; dans certains cas, il est tenu compte, pour

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

l'établissement de ce prix de revient, non seulement des frais d'exploitation et de l'amortissement des installations existantes, mais encore de dépenses à faire en vue de l'extension du réseau de distribution.

D'autre part, il est bien certain que le prix de revient diminue lorsque la consommation augmente. Il serait donc équitable d'instituer en faveur des gros consommateurs comme la S.N.C.F. des tarifs largement dégressifs. Or il ne semble pas qu'il en soit toujours ainsi; des considérations d'ordre local conduisent souvent les municipalités à adopter des tarifs de faveur pour les abonnements de faible importance et à frapper, au contraire, de tarifs plus élevés les excédents consommés en sus des quantités prévues dans l'abonnement; quand un système dégressif est institué, la dégressivité s'arrête généralement aux tranches qui correspondent à l'utilisation normale d'un consommateur moyen, la S.N.C.F. est ainsi obligée de payer les mêmes tarifs que les établissements dont les consommations sont deux ou trois fois moins importantes.

Enfin, certaines municipalités ont estimé, et avec juste raison, que certains Services Publics, principalement les Services Municipaux, devaient bénéficier de conditions exceptionnelles; mais, en l'absence de texte réglementaires imposant une assimilation, elles ont toute liberté pour admettre ou non la S.N.C.F. au bénéfice de ces conditions; la S.N.C.F. ne peut les revendiquer. En fait, elle ne les obtient que très rarement, et lorsque les villes y sont contraintes par la perspective de voir le chemin de fer alimenter ses installations par ses propres moyens.

On peut donc conclure que, d'une manière générale, la S.N.C.F. est livrée, pour ses fournitures d'eau, à l'arbitraire des municipalités et qu'elle ne bénéficie pas toujours, en fait, des conditions particulières que justifieraient sa qualité de Service Public et l'importance de sa consommation.

La Commission des Marchés des Chemins de fer a eu, à maintes reprises, son attention appelée sur cette situation. Elle a manifesté le désir que vous soyez saisi de cette question.

Je crois devoir vous rappeler que pour les fournitures d'énergie électrique, les Cahiers des Charges des concessions de distribution prévoient :

- 1° - un tarif maximum,
- 2° - une réduction sur ces tarifs en faveur des Services Publics.

Il semble que l'insertion de dispositions analogues dans les règlements du Service des eaux, en même temps que l'institution de tarifs largement dégressifs, seraient justifiées et permettraient

....

de remédier aux déféctuosités de la situation actuelle.

Vous estimerez sans doute opportun d'intervenir auprès du Ministre de l'Intérieur, en vue d'obtenir que les Communes soient obligées de prévoir, dans leurs tarifs, des conditions particulières en faveur du Service Public qu'assure la Société Nationale des Chemins de fer français.

Je serais heureux de connaître votre manière de voir à ce sujet et, le cas échéant, les résultats de votre intervention.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: GUINAND

COPIE

Service
des Approvisionnements
Commandes et Marchés

Am 5012 M/ 1835

Division du Contrôle
des Marchés

13 octobre 1938

copie officielle

Objet : Marché 5012
fourniture de courant
et force motrice par la
C.P.D.E. aux bâtiments
sis 15 et 17, rue Tra-
versière à Paris.

Par note du 22 septembre, vous avez demandé mon avis sur l'argument tiré par la C.P.D.E. de son Cahier des Charges pour refuser à la S.N.C.F. la réduction prévue par le Cahier des Charges type (article 1er) pour les Services Publics; vous désirez savoir également si, en fait, les Services Publics de l'Etat ne bénéficient pas d'un traitement de faveur.

Sur le premier point; il est exact que le Cahier des Charges de la C.P.D.E. ne contient pas la disposition habituelle concernant les fournitures faites aux Services Publics.

La raison en est que la concession de la C.P.D.E. qui remonte à 1907 est antérieure au Cahier des Charges type dont le texte a été fixé par les décrets des 17 janvier 1928 et 13 septembre 1934.

Juridiquement, ces nouveaux textes ne sont applicables qu'aux concessions postérieures.

.....

Cet avantage dont bénéficie ainsi la C.P.D.E. a été signalé notamment par la Cour des Comptes; mais on n'a pas cru devoir insister, le Cahier des Charges de la C.P.D.E. contenant par ailleurs des avantages extrêmement importants en faveur de la Ville de Paris. Ces avantages ont paru compenser largement pour la C.P.D.E. les réductions que, d'une manière générale, les secteurs locaux sont tenus d'accorder aux Services Publics.

Cette situation n'en reste pas moins quelque peu anormale, et on peut trouver surprenant qu'un Service Public, qui bénéficie dans presque toute la France d'une réduction, en soit privé à Paris.

En ce qui concerne la situation de fait, il résulte des renseignements recueillis auprès de diverses Administrations, qu'elles ne bénéficient d'aucun régime de faveur.

Le Directeur
du Service des Approvisionnements
Commandes et Marchés,

signé : LECLERC du SABLON.

12 juillet 1938

QU. III

Application à la S.N.C.F. de la remise dont
bénéficient les services publics

(s) p. 9

M. GRIFFET ... En l'absence de toute précision au rap-
port, la Sous-Commission demande, pour ces ⁴/marchés, que l'on
vérifie s'ils comportent une réduction pour les services publics
et si cette réduction est appliquée à la Société Nationale.

Enfin, la Sous-Commission serait désireuse qu'une démar-
che soit faite auprès du Directeur de l'Electricité au Minist^{ère}
des Travaux Publics pour que le nécessaire soit fait en vue de l'ap-
plication généralisée à la Société Nationale de la réduction pré-
vue pour les services publics.

5 juillet 1938

QU. III

Application à la S.N.C.F. des ristournes
attribuées aux Services publics

(s) p. 9

M. GRIMPRET mais il semble que les Services compétents du Sud-Est aient des doutes sur la légitimité de l'application à la Société Nationale de la remise de 20 % prévue pour les services publics. Cette impression ressort de la rédaction des notes : c'est ainsi que, pour le marché 14, je lis : "nous avons profité de cette circonstance pour réclamer à nouveau que nous soit appliquée la remise de 20 % prévue pour les ~~maximales~~ services publics, et que la Compagnie électrique de la Loire s'est refusée à nous consentir jusqu'à maintenant....". Or, les chemins de fer ont droit aux remises accordées aux services publics; Si le concessionnaire refuse, il convient de faire appel au Ministre des Travaux Publics, ainsi que l'a fait entrefois la Compagnie du Nord.

M. LE BESSEHAIS.- Nous avons toujours évité, ^{par} ~~xxxxxxxxxx~~ prudence, ~~xxxxxx~~ de faire trancher la question par une juridiction.

M. GRIMPRET.- Il n'est pas nécessaire d'aller devant une juridiction : le Ministre des Travaux Publics a les pouvoirs suffisants, en matière de concession d'énergie électrique, pour nous faire obtenir satisfaction.

M. LE BESSEHAIS.- En fait, ces remises nous sont consenties dans la presque totalité des cas.

M. GRIMPRET.- D'ailleurs, les Services du Contrôle n'ont jamais hésité à donner raison au Chemin de fer. Il n'y a qu'à faire appel à eux. Il est légitime que la Société Nationale soit considérée comme un service public.